

Jean-Luc Mélenchon : un projet à gauche toute

Jean-Luc Mélenchon a la plume facile. Après une douzaine de livres, dont *L'Ere du peuple* et *Le Hareng de Bismarck* ces dernières années, il vient de publier *L'avenir en commun*, le programme de «*La France insoumise*», fruit d'une réflexion collective coordonnée par la juriste Charlotte Girard et l'économiste Jacques Généreux⁽¹⁾. D'emblée, le ton est donné. Du Mélenchon dans toute sa verve au vitriol : «*Le pays est défiguré par le chômage, la pauvreté, le productivisme le plus aveuglé et les communautarismes fielleusement entretenus ! Les préjugés de classe, le sexisme et le racisme ordinaires pourrissent tout.*»



Jean-Luc Mélenchon ou tout pour le peuple.

(Photo AFP)

VI^e République

Pour renverser l'ordre établi et tordre le cou «*au règne de la finance à la cupidité insatiable*», Jean-Luc Mélenchon et tous ceux qui ont cogité avec lui proposent un projet qui a le mérite de la clarté. À gauche toute, une révolution qui passe par l'avènement d'une VI^e République, le partage des richesses, une planification écologique et la sortie, plus ou moins brutale, des traités européens. La pierre angulaire de la démarche repose sur le pouvoir des citoyens. Mélenchon veut convoquer une Assemblée constituante pour jeter les bases d'une VI^e République qui abaisserait le droit de vote à seize ans, instaurerait le référendum d'initiative populaire (y compris pour révoquer un élu), le droit de vote pour tous les étrangers en situation régulière aux élections locales et l'élection de l'As-

semblée nationale à la proportionnelle, notamment.

Le Pérou des salariés

Jean-Luc Mélenchon promet par ailleurs un grand soir économique et social.

Il veut revenir sur les privatisations, réviser le code des marchés publics pour favoriser l'économie locale, injecter 100 milliards en «*investissements écologique et socialement utiles*», interdire les licenciements boursiers, abroger la loi El Khomri, régulariser les travailleurs sans papiers, établir un droit opposable à l'emploi, garantir la continuité du revenu dans le cadre d'une sécurité sociale professionnelle, ou encore

instituer un droit de défiance des employés vis-à-vis des dirigeants d'entreprise.

Pour les salariés, il promet le Pérou : a minima, l'application réelle des 35 heures en tendant vers les 32 heures, la généralisation d'une sixième semaine de congés payés, l'augmentation immédiate du Smic de 16 %, la restauration du droit à la retraite à taux plein à 60 ans... Mélenchon entend également rendre plus progressif l'impôt sur le revenu, en le découpant en quatorze tranches contre cinq actuellement.

La planification écologique est un autre élément moteur de son programme. Elle passe par la construction

de 200 000 logements publics aux normes écologiques par an, la constitutionnalisation d'une règle verte (ne pas prélever sur la nature davantage qu'elle peut reconstituer), la sortie du nucléaire, l'isolation de 700 000 logements par an, la création de 300 000 emplois agricoles...

Refondation européenne

Le candidat de la France insoumise veut enfin imposer «*une refondation démocratique des traités européens*», dans le sens d'une harmonisation sociale et fiscale par le haut. Ou, en cas d'échec, mettre un terme à la contribution de la France (22 milliards par an) au budget de l'Union européenne.

Pêle-mêle, on retiendra aussi que Jean-Luc Mélenchon propose le remboursement de 100 % des frais de santé prescrits, l'extension de la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans, le recrutement de 600 000 enseignants supplémentaires durant le quinquennat, la création de 300 000 emplois maritimes, «*de mettre fin au tout-carcéral par des peines alternatives à la prison*», d'introduire un récépissé de contrôle d'identité, ou de créer un service citoyen obligatoire de neuf mois, rémunéré au Smic.

«*La priorité pour nous, résume-t-il, est de donner le pouvoir, tout le pouvoir au peuple*». Difficile, en effet, de lui promettre plus.

THIERRY PRUDHON
tprudhon@nicematin.fr